



Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la ” mise en réserve ” de l’Alto Bermejo (Argentine-Bolivie)

Sylvain Guyot, Elodie Salin, Didier Ramousse

► To cite this version:

Sylvain Guyot, Elodie Salin, Didier Ramousse. Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la ” mise en réserve ” de l’Alto Bermejo (Argentine-Bolivie). Géocarrefour, Association des amis de la revue de géographie de Lyon, 2008, 82 (4), pp.1-15. <hal-00275613>

HAL Id: hal-00275613

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00275613>

Submitted on 12 Jun 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la « mise en réserve » de l'Alto Bermejo (Argentine-Bolivie)

Sylvain GUYOT¹, Elodie SALIN², Didier RAMOUSSE³

Résumé :

Le parc national de Baritú, le plus septentrional d'Argentine, est situé dans le nord-ouest de l'Argentine (région d'Alto Bermejo) dans les confins de la province de Salta. C'est une zone peu accessible et peu ouverte au tourisme international. Compte tenu de cette situation singulière, de l'attractivité de ses paysages et surtout de ses ressources (forêts, gaz, terres agricoles) des projets de protection et d'intégration de la région se mettent en place en réseaux dans une perspective de sécurisation foncière et d'intégration territoriale à plusieurs niveaux. Un corridor transfrontalier de biodiversité Argentine – Bolivie intègre la zone de Baritú dans un axe « Yungas » accompagné de coopérations au niveau local. Cette « mise en réserve » se double d'un projet de revitalisation des « étages écologiques complémentaires andins » avec certains villages de montagne des Andes. Ces projets ne se font pas sans conflits entre les différents niveaux politiques de gestion (local, provincial, national), les différents intérêts économiques en jeu, les enjeux transfrontaliers et la place théoriquement importante dévolue à la participation « communautaire ». Plusieurs logiques de « valorisation environnementale » coexistent de manière contradictoire avec des effets territoriaux différenciés et des jeux d'acteurs conflictuels.

Abstract

The Baritu National Park is located in the north-west of Argentina in a remote area (Alto Bermejo) of the Salta Province, still untouched by tourism. Its particular location, the value of its landscapes and its resources (forests, gas, cropland) generate conservation and transnational integration's networks at different scales. The park is part of a bi-national corridor of biodiversity between Argentina and Bolivia (Biosphere Reserve of the Yungas) and is also used as a territorial link to regenerate old connections with Andean mountainous areas. All these projects go along with particular conflicts between different stakeholders at many levels of management, production or (elusive) participation. Many contradictory logics of "environmental valorization" coexist with different territorial effects and competition between stakeholders.

¹ Sylvain GUYOT, MCF Université de Limoges, UMR CNRS 6042 GEOLAB, 39^E, rue Camille-Guérin, 87036 Limoges cedex, sylvain.guyot@unilim.fr

² Elodie SALIN, MCF Université du Mans, UMR CNRS ESO-GREGUM, Université du Maine, Avenue O. Messiaen, 72085 Le Mans cedex 09, esalin@yahoo.fr

³ Didier RAMOUSSE, MCF Université de Versailles St Quentin en Yvelines, UMR C3ED, 47, boulevard Vauban, 78280 Guyancourt cedex, didier.ramousse@wanadoo.fr

Le parc national de Baritú, le plus septentrional d'Argentine, est situé dans le nord-ouest du pays (région d'Alto Bermejo) dans les confins de la province de Salta. Sa fonction est de préserver l'écosystème spécifique des *yungas* (forêt subtropicale humide de montagne), sur le piémont « humide » des Andes. Cette localisation est riche d'enjeux. Le parc est implanté sur un territoire anciennement bolivien (région de Los Toldos), cédé à l'Argentine depuis la 2nde guerre mondiale. On ne peut y accéder que par la Bolivie, grâce au nouvel axe Bermejo – Tarija, car le parc est inaccessible directement par la route depuis l'Argentine. Via la Bolivie, le temps de transport public moyen depuis Salta capitale est de 10h. Les coopérations semblent donc plus faciles avec la Bolivie qu'avec les villes argentines voisines. C'est donc, paradoxalement, un parc national argentin enclavé...en Argentine. Cet enclavement nuit, pour le moment, au développement du tourisme international. Toutefois, grâce à l'attractivité des paysages et surtout des ressources environnantes (forêts, gaz, terres agricoles), des projets de protection et d'intégration de la région se mettent en place en réseaux dans une perspective de sécurisation foncière et d'intégration territoriale à plusieurs niveaux (Amilhat-Szary, 2007 ; Carrizo & Velut, 2006). Un corridor transfrontalier de biodiversité Argentine – Bolivie intègre la zone de Baritú dans un axe « Yungas » accompagné de coopérations au niveau local. Cette « mise en réserve » se double d'un projet de revitalisation touristique des « étages écologiques complémentaires andins » (Murra, 1975) avec certains villages d'altitude des Andes. Ces projets ne se font pas sans conflits entre les différents niveaux politiques de gestion (local, provincial, national, supranational), les différents intérêts économiques en jeu, les enjeux transfrontaliers et la place théoriquement importante dévolue à la participation « communautaire » (Dahles & Keune, 2002 ; Mader, 2002 ; Guyot, 2006). Plusieurs logiques de « valorisation environnementale » coexistent de manière contradictoire avec des effets territoriaux différenciés (Brown et al., 2005).

Quels sont les effets sur les dynamiques territoriales et les jeux d'acteurs du processus de mise en réserve de l'Alto Bermejo ? Nous défendons deux idées principales dans cet article : le passage (et la coexistence, l'un ne remplaçant pas totalement l'autre) d'un enclavement territorial à une intégration (transfrontalière, transnationale) et le passage d'acteurs plutôt marginalisés (*fincas* versus majorité des habitants et de leurs représentants, changement de territorialité de la Bolivie à l'Argentine) à une meilleure connexion générale ne profitant pas forcément aux populations locales malgré les efforts participatifs entrepris.

ACTE 1 : le parc national Baritú, la valorisation d'une enclave argentine dans le nord-ouest argentin d'Alto Bermejo

L'enclavement et la marginalisation de l'alto Bermejo sont à replacer dans un contexte géopolitique plus général de jeux de frontières entre pays, de relations interprovinciales et dans un contexte démographique de faibles densités. La population de la région d'Alto Bermejo (à l'inclusion de Sta Victoria) ne dépasse pas la dizaine de milliers d'habitants.

L'enclavement territorial ou le jeu de frontières nationales et de limites provinciales

L'enclavement est une figure territoriale relativement répandue (Debrié & Steck, 2001) dont on observe l'expression à plusieurs échelles. Il concerne le plus souvent un pays ou une région privée d'un accès à la mer ou à l'océan (comme la Bolivie ou le Paraguay). L'enclavement peut aussi caractériser un morceau de pays ou de région qui est totalement inclus dans le pays ou la région voisine (enclave espagnole de Llivia dans les Pyrénées françaises, enclave russe de Kaliningrad en Pologne...). Enfin l'enclavement peut aussi

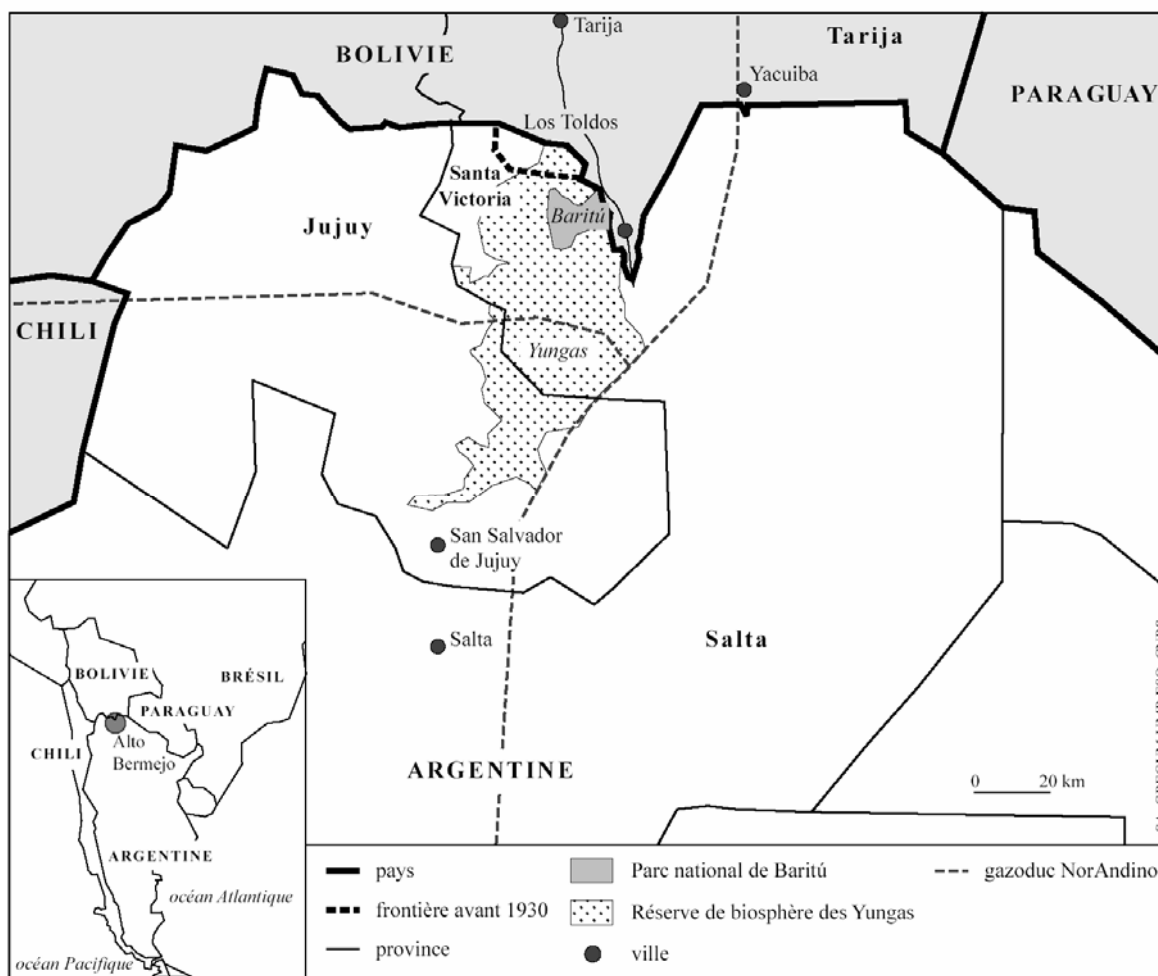
s'entendre comme un territoire spécifique isolé dans milieu difficile, situation assimilable à une figure insulaire (enclave touristique, enclave de richesse).

Jusque dans les années 1940 la frontière internationale entre la Bolivie et l'Argentine passe au nord-ouest sur la crête de la cordillère orientale des Andes, puis sur les *rios* Santa Cruz et Lipeo (voir carte 1), et enfin, au sud-est rejoint le *rio* Bermejo. Cette frontière est entérinée en 1826 à la suite des indépendances. Le village de Los Toldos est donc intégré à la région de Tarija en Bolivie (province d'Arce) et au canton de Bermejo. A la suite des instabilités frontalières liées à la guerre du Pacifique⁴, en 1889, la Province de Tarija est maintenue dans le territoire bolivien dans un processus d'échange triangulaire où la Puna de Atacama est cédée à l'Argentine (traité Quirno Costa – Vaca Guzman) par le Chili. Pendant plus d'un siècle cette région est donc bolivienne. L'élevage et l'agriculture pratiqués à Los Toldos sont destinés aux marchés de Padcaya (localité bolivienne voisine), de Tarija et plus généralement aux mines d'argent du sud de la Bolivie et aux mines de nitrates du Chili. Un nouveau traité ratifié par la Bolivie et l'Argentine en 1938 modifie la frontière internationale pour la faire passer sur le *rio* Bermejo jusqu'à son confluent avec le *rio grande* de Tarija (carte 1). Los Toldos est donc intégré à l'Argentine en échange de la ville de Yacuiba à l'extrême nord de la province de Salta qui, elle, est intégrée à la Bolivie (Castro et al., 1998). Le passage de Los Toldos en Argentine facilite les communications et les échanges « étagés » millénaires qui existent avec les Andes et la puna de Santa Victoria, et permet aussi de constituer une « poche » de main d'œuvre argentine à proximité d'une ressource forestière de qualité qui ne demande qu'à être exploitée. Inversement, Yacuiba offre à la Bolivie la possibilité de se constituer un centre industriel et administratif frontalier à proximité des gisements de gaz.

Suite à ce changement de frontière Los Toldos-Baritu acquiert une position singulière à l'échelle de la province de Salta. C'est une situation marginale qui va se transformer en rente de situation grâce à l'exploitation forestière.

⁴ Guerre du Pacifique, guerre ayant opposé, de 1879 à 1884, d'un côté le Chili, et de l'autre le Pérou et la Bolivie coalisés. Ce conflit est aussi appelé aussi appelé « Guerre du Salpêtre », car il s'agit aussi d'une guerre d'appropriation économique. Le Chili sort victorieux, la Bolivie perd la région d'Atacama et son accès à l'Océan Pacifique et le Pérou perd la région de Tarapacá (Arica et Iquique).

Carte 1 – Carte de localisation des enjeux frontaliers dans le nord-ouest argentin



Los Toldos est en effet rattachée au département de Santa Victoria (Castro et al., 1998) et n'est reliée directement au reste de l'Argentine que par le sentier muletier qui va de Los Toldos à San Victoria en passant par un col à près de 4000 mètres. La zone de Santa Victoria est elle-même enclavée dans la Province de Salta car l'accès se fait uniquement par la province de Jujuy (La Quiaca) ou par la Bolivie. En raison des mauvaises relations entre les deux provinces, la route d'accès et le système de transport pour relier Salta à Santa Victoria sont peu développés. On comprend alors pourquoi la zone de Baritú est marginalisée car elle dépend d'une autre enclave au sud du territoire bolivien pour son propre accès : en effet, la province voisine de Jujuy est elle-même enclavée dans la province de Salta, ce qui est une des raisons géographiques de la rivalité provinciale. De plus, dans les années 1960 l'existence de la frontière internationale tend à gêner le commerce de viande existant entre Los Toldos et Tarija, pour des raisons fiscales et sanitaires. Une épidémie de rage décime une grande partie des troupeaux et oblige une bonne partie des éleveurs à aller chercher du travail à Oran dans les plantations de canne à sucre. Il faut attendre les années 1973-1975 pour voir se développer de manière massive l'exploitation forestière avec l'arrivée d'entreprises privées : les *fincas*. Ces *fincas* vont être à l'origine de la route d'accès à Los Toldos-Baritú via Condado et Bermejo (voir carte 2). Cette route n'est pas construite pour les besoins de la population : elle est souvent fermée en saison des pluies quand l'exploitation forestière est au minimum de sa production. Outre la route d'accès à Los Toldos via la Bolivie, ce sont aussi des chemins d'accès à la forêt vierge qui vont être ouverts et qui, paradoxalement, vont permettre aux

scientifiques de prendre conscience de la richesse écologique des lieux. Ces *fincas*, associées à la construction d'une petite scierie à Los Toldos amènent dans le village le développement d'un certain nombre de services de base comme l'école, un dispensaire etc. Dans les années 1970, la municipalité de Los Toldos est créée ce qui lui permet de s'affranchir de Sta Victoria. Cette décision reconnaît que la marginalisation de Los Toldos est toute relative : les relations avec la Bolivie restent quotidiennes et l'exploitation du bois est possible grâce aux nouveaux accès. Mais la population locale ne profite pas totalement de cette « nouvelle » connectivité et apparaît plutôt comme une main d'œuvre captive et bon marché, surtout victime d'une marginalisation foncière prégnante.

La marginalisation foncière de la majorité des acteurs de l'Alto Bermejo

Deux problèmes fonciers se posent à Los Toldos. Le premier concerne la nationalité des titres de propriété. Certains titres sont boliviens, d'autres argentins ce qui ne facilite pas la gestion des terres et ne favorise pas la « propriété à distance » d'un certain nombre de Boliviens de Tarija., cela a permis une réappropriation rapide des terres par les *fincas*⁵. Le second problème concerne la répartition des terres entre les grands domaines et les populations locales. Les *fincas* possèdent la plupart des ressources foncières. Les habitants de Los Toldos n'ont que quelques terres et parcours, sur des superficies bien moindres, surtout depuis la baisse de l'activité d'élevage : le recensement agricole de 1988 indique que 73% des propriétaires fonciers ont moins de 50 ha souvent partagés entre plusieurs familles alors que les trois premières *fincas* ont des domaines de plus de 6,000 ha (Castro et al., 1998). Dans la plupart des cas, les habitants sont seulement employés comme travailleurs agricoles ou forestiers. Cette répartition inégale de la propriété foncière induit une ségrégation spatiale très forte : la plupart des habitants sont marginalisés sur leurs propres terres. La population locale est composée de « *criollos* » (créoles), la plupart d'origine bolivienne, assez mélangés quant à leur origines ethniques. Il n'y a donc pas de réels pouvoirs indigènes à Los Toldos (à la différence de Sta Victoria avec les Kollas) ce qui explique aussi une certaine « passivité » de la part des habitants qui ne semblent pas manifester de fort réflexe identitaire et protestataire (Hynes, 1994). L'action publique menée contre les *fincas* ne sera pas conduite pour réduire ces disparités foncières mais menée en relation avec la menace environnementale qu'elles représentent...contre des écosystèmes à la biodiversité malmenée !

Une première « mise en parc » discutable : le parc national de Baritu

1974, nouvelle illustration de la conservation « contre les populations » ?

Le parc national de Baritu (carte 2), d'une superficie de 72,439 ha, est créé en 1974 pour conserver l'écosystème originel des Yungas totalement intact par endroits (zones non peuplées et zones forestières non exploitées), en particulier la forêt subtropicale de montagne⁶ et certaines espèces animales emblématiques comme le jaguar. Cette création de parc prévoit deux types d'expropriations : les populations locales vivant à l'intérieur des limites du parc et les *fincas* exploitant les ressources forestières. Les maisons des villageois de Lipeo et de Baritú ont été déplacées en limite de parc afin que les activités agricoles et d'élevage soient compatibles avec l'effort de conservation. Ce parc illustre encore l'ancienne génération d'une

⁵ Grands domaines fonciers agricoles en Amérique Hispanique à titre de propriété individuel ou familial.

⁶ Arbres rares comme le Roble (*Amburana cearensis*), le Cedro Orán (*Cedrella angustifolia*), le Palo Blanco (*Callycophyllum multiflorum*), le Palo Amarillo (*Phyllostylon rhamnoides*), l' Afata (*Cordia trichotoma*), l'Urundel (*Astronium urundeuva*), le Tipa colorada (*Pterogyne nitens*), ou encore le Cebil Moro (*Anadenantera macrocarp*) (Hynes, 1994).

conservation de la nature « contre les populations » (Guyot, 2006) comme l'illustra le projet d'expropriation de trois *fincas* (Las Pava, San Martin del Porongal et Rodeo Monde).

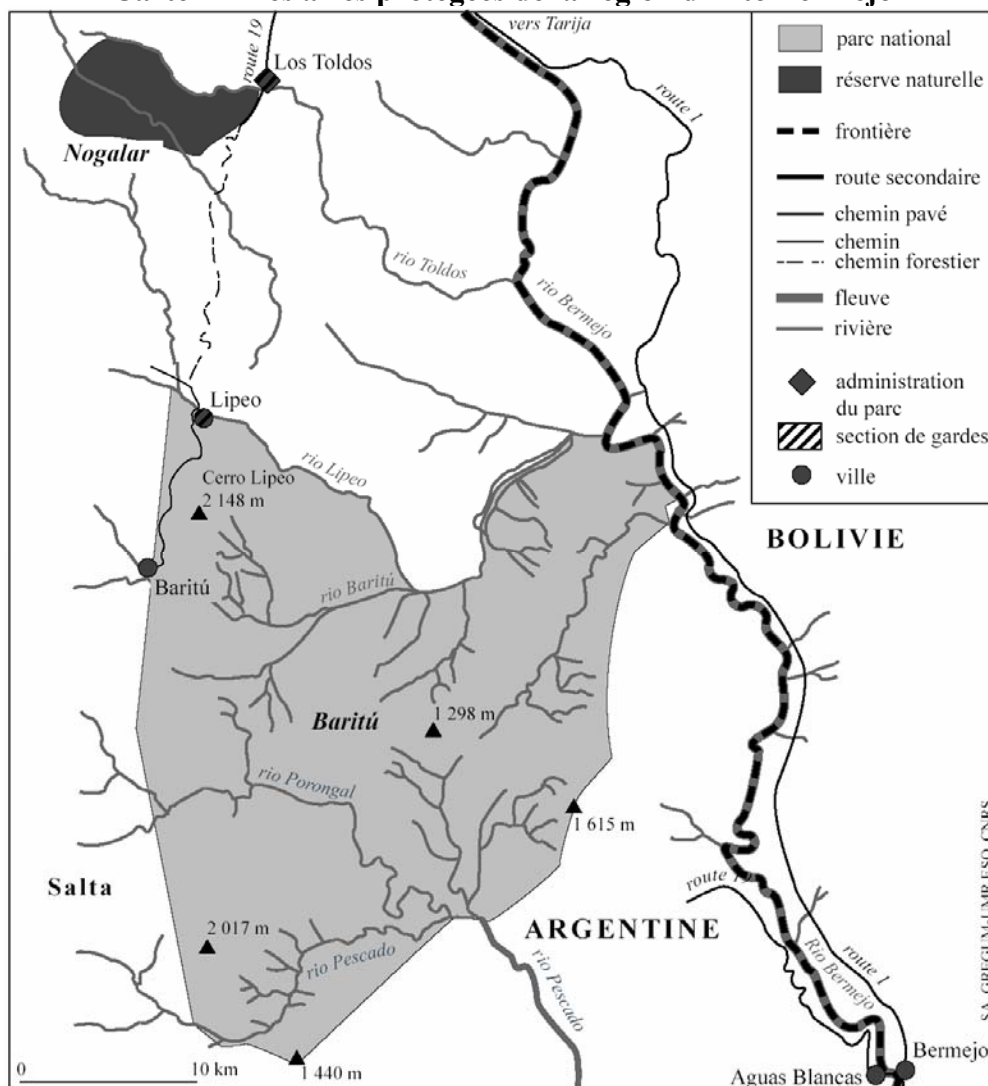
Le danger de la « papélisation » du parc face aux intérêts des forestiers

Jusque dans les années 1990 le parc existait sur le papier mais n'était pas véritablement administré. L'organisme de gestion des parcs nationaux argentins (APN) est peu doté en ressources et la priorité est donnée aux parcs nationaux de Patagonie plus à même d'attirer des touristes et d'être rentables. Cette non gestion du parc implique l'arrêt des activités d'une seule *finsa* (San Martin del Porongal). Les autres *fincas* vont poursuivre leurs activités en prenant pour otage la population locale menacée de perdre des sources de revenus. Le niveau provincial a plutôt tendance à protéger les intérêts des entrepreneurs face à une initiative de protection de l'environnement perçue comme centralisée et bureaucratique car venant de Buenos Aires.

Cette situation, problématique pour les écosystèmes et peu confortable pour des habitants doublement dominés, va se modifier dans les années 1990 grâce à l'arrivée d'une équipe de gestionnaires et de gardes-forestiers et des nouveaux principes participatifs. Ce changement va être renforcé par une nouvelle dynamique de connexion environnementale⁷ marquée par l'émergence de nouveaux systèmes d'acteurs, de nouveaux projets et de nouvelles coopérations internationales. La région de l'Alto Bermejo va se retrouver au centre de nouvelles dynamiques territoriales de « mise en réserve » qui, sans annuler l'enclavement territorial ou effacer la marginalisation foncière constatée, devraient permettre une certaine redistribution des cartes.

⁷ La connexion environnementale fait référence à l'irruption dans la région d'Alto Bermejo d'arrangements spatiaux en réseaux (labels internationaux de conservation, action d'ONG, promoteurs touristiques etc.) visant à assurer le contrôle du territoire par des acteurs extérieurs ayant des intérêts économiques et scientifiques.

Carte 2 – Les aires protégées de la région d'Alto Bermejo



ACTE 2 : Derrière la biosphère...le gaz : les deux piliers de la « mise en réserve » actuelle

La région de l'Alto Bermejo se retrouve aujourd'hui au centre de nouveaux enjeux économiques, écologiques et politiques. Ces enjeux se matérialisent de différentes manières.

D'un point de vue économique, plusieurs dynamiques concourent à augmenter l'importance stratégique de cet espace. Par exemple, la région de l'Alto Bermejo s'inscrit dans une logique de corridor routier entre l'Argentine et la riche province bolivienne de Tarija. De plus, l'exploitation forestière, les plantations de canne à sucre et l'extension de la frontière du soja, parfois complémentaires, parfois concurrentes contribuent à transformer en profondeur les paysages et les structures sociales. Le voisinage de zones de production et de réserves importantes de gaz naturel et de pétrole (en Bolivie au nord du fleuve Bermejo et en Argentine au niveau des terres de piémont) et la proximité du passage de deux gazoducs transfrontaliers (Gazoduc nord-andin et gazoduc d'Atacama) inscrivent cet espace dans une logique de sécurisation économique forte. Les dégradations causées sur l'environnement par la construction et la maintenance des gazoducs sont majeures. Pourtant...c'est bien une stratégie de protection de l'environnement qui est préconisée sur cet espace, pour mieux

préserver des ressources qui pourront être exploitables dans le futur ! C'est ce que l'on appelle le ressourcisme (Ramousse & Salin, 2007)

Que (qui) se cache derrière la protection de la biosphère ?

D'un point de vue écologique, le concept de protection linéaire du ruban sud-américain de forêt subtropicale de montagne des Yungas permet de justifier l'existence de la réserve de biosphère de l'Unesco (RBYUN) et « fonctionnelle » depuis 2003⁸. Elle sert aussi de trait d'union entre les différentes aires protégées existantes dans une perspective transfrontalière, avec le parc national de Tariquia en Bolivie et la constitution d'un corridor bi-national (PEA, commission binationale pour le développement du bassin supérieur du Bermejo). Ressurgit de même l'idée de complémentarité écologique entre les Andes (Murra, 1975) et son piémont des Yungas avec la création d'un corridor écologique et éco-touristique (Rutas del Alto Bermejo).

Plusieurs catégories d'acteurs aux intérêts économiques clairement énoncés se disputent le contrôle de l'espace de l'Alto Bermejo. Face à ces différents intérêts en jeu, il semble que la protection de l'environnement fédère, au moins provisoirement tous les acteurs locaux. Simple stratégie de court terme ? Véritable option sur long terme teintée de gestion durable des ressources naturelles ? On constate pour le moment que le projet de corridor écologique induit une certaine transgression des limites et des frontières existantes visant à mieux intégrer cet espace à plusieurs échelles.

Plusieurs groupes d'acteurs territorialisés coexistent dans l'alto Bermejo avec des motivations purement extractives. Pour eux, l'environnement est une ressource qu'il faut transformer en richesse en l'exploitant, parfois au mépris de la diversité écologique et de l'équité sociale. L'exploitation de gaz naturel dans la zone de piémont des Yungas a été multipliée par quatre entre 1993 et 2002 dans la province de Salta et les grands gisements découverts dans le département de Tarija représentent plus des 4/5^e des réserves boliviennes. L'exploitation de ce gisement transfrontalier est d'actualité du côté argentin où plusieurs sociétés poursuivent des programmes d'exploration (*Pan American Energy, Tecpetrol, Pluspetrol*). De plus, le Nord-Ouest argentin s'affirme comme une zone d'interconnexion des réseaux énergétiques avec l'achèvement de deux grands gazoducs (Nor Andino et Atacama⁹) qui traversent la réserve de biosphère puis la Quebrada de Humahuaca avant d'atteindre la région d'Antofagasta au Chili (Carrizo et Velut, 2006) (voir carte 1). De grandes plantations de canne à sucre, ainsi que des cultures d'agrumes et de légumes, (Reboratti, 1998) s'étendent sur le piémont des yungas autour des ingenios *Ledesma*¹⁰ (Libertador) et San Martin del Tabacal (Ramousse et Salin, 2007). L'exploitation forestière continue aussi par endroits car certaines *fincas* ont obtenu de continuer leur activité.

Ces acteurs ont toutefois bien compris la nécessité de sécurisation et de protection foncière de cet espace pour leur garantir une exploitation future dans de bonnes conditions, c'est-à-dire sans conflits environnementaux ni sociaux. C'est dans cette optique que certaines

⁸ La RBYUN couvre une superficie de 12 287 km² et comprend quatre noyaux de protection exclusive constitués par deux parcs nationaux (Baritu et Calilegua) et deux parcs provinciaux (Potrero de Yala et Laguna de Pintascayo).

⁹ Le gazoduc Atacama est caractérisé par comprendre la construction d'un pipeline de 925 km entre l'Argentine et le nord du Chili, et un complexe énergétique de 600 MW (3 centrales de 200 MW) avec des installations de désalinisation de l'eau de mer à Mejillones.

¹⁰ Entreprise de pâte à papier.

aires protégées résultent de compromis avec les entreprises qui opèrent dans la région. Le Parc National Calilegua (1979) a été créé suite à la rétrocession de 76 000 ha de terres par l'ingenio *Ledesma* pour que l'Etat contrôle les invasions de terres et assure la protection de la partie amont du bassin hydrographique. En revanche, l'exploitation pétrolière a perduré au sein du parc où elle est soumise à un monitoring environnemental. Cette situation s'explique par la dissociation de la propriété des terrains et des droits acquis sur les ressources du sous-sol : très peu de barrières liées à l'existence d'aires protégées ou de populations autochtones limitent en Argentine l'accès aux zones minières et pétrolières, à partir du moment où leur exploitation est censée revêtir un caractère d'utilité publique (Ramousse et Salin, 2007). Le Parc Provincial Laguna de Pintascayo a été créé grâce au rachat de propriétés par la firme *Tractebel* (actuellement Suez), pour compenser les dégâts occasionnés par le gazoduc Nor Andino dont elle est propriétaire. De même la réserve nationale Nogalar à proximité de Los Toldos a été établie suite à une donation de terres de la finca rural San José de Guayco Grande y Pedregal¹¹ financée par le Gazoduc NorAndino.

Ces entreprises multinationales, bien connectées au niveau de la province de Salta, de l'Etat argentin ont su trouver un interlocuteur « indépendant » pouvant incarner une façade politiquement correcte pour calmer leurs détracteurs, ceci afin de mettre en place leur stratégie de sécurisation et de protection foncière. Il s'agit de la Fondation Proyungas, rameau du Laboratoire de Recherches Ecologiques des Yungas (LIEY) de l'Université Nationale de Tucuman, incarné par le chercheur influent, Alejandro Brown. Elle s'occupe depuis 2004 de la coordination du projet de corridor écologique du haut Bermejo financé par le FFEM (Fonds Français de l'Environnement Mondial) pour promouvoir les actions de conservation et de développement (Ramousse et Salin, 2007). ProYungas est impliquée dans la conservation de l'éco-région des Yungas. Elle entretient aussi des liens étroits avec les entreprises du secteur privé pour financer ses activités. Si le projet du FFEM tend à se recentrer sur la réserve de biosphère en laissant finalement de côté la zone de piémont où se concentre l'exploitation des hydrocarbures, d'autres acteurs (publics, privés, ONG) sont associés à ces initiatives et diverses opérations ont été réalisées en liaison avec le projet de corridor, y compris en vue de la constitution de réserves privées (Ramousse et Salin, 2007). L'action de PROYUNGAS a permis de mettre un terme (peut-être seulement provisoire) à l'activisme de Greenpeace Argentine qui se bat contre les impacts désastreux du gazoduc sur l'environnement, ainsi qu'aux mouvements sociaux et indigénistes organisés par certaines communautés (saga de la finca San Andres, voir Reboratti, 1998).

Comment interpréter ces évolutions territoriales et ces nouveaux modes d'organisation des jeux d'acteurs dans la région d'Alto Bermejo ?

Effets territoriaux et nouveaux jeux d'acteurs mondialisés

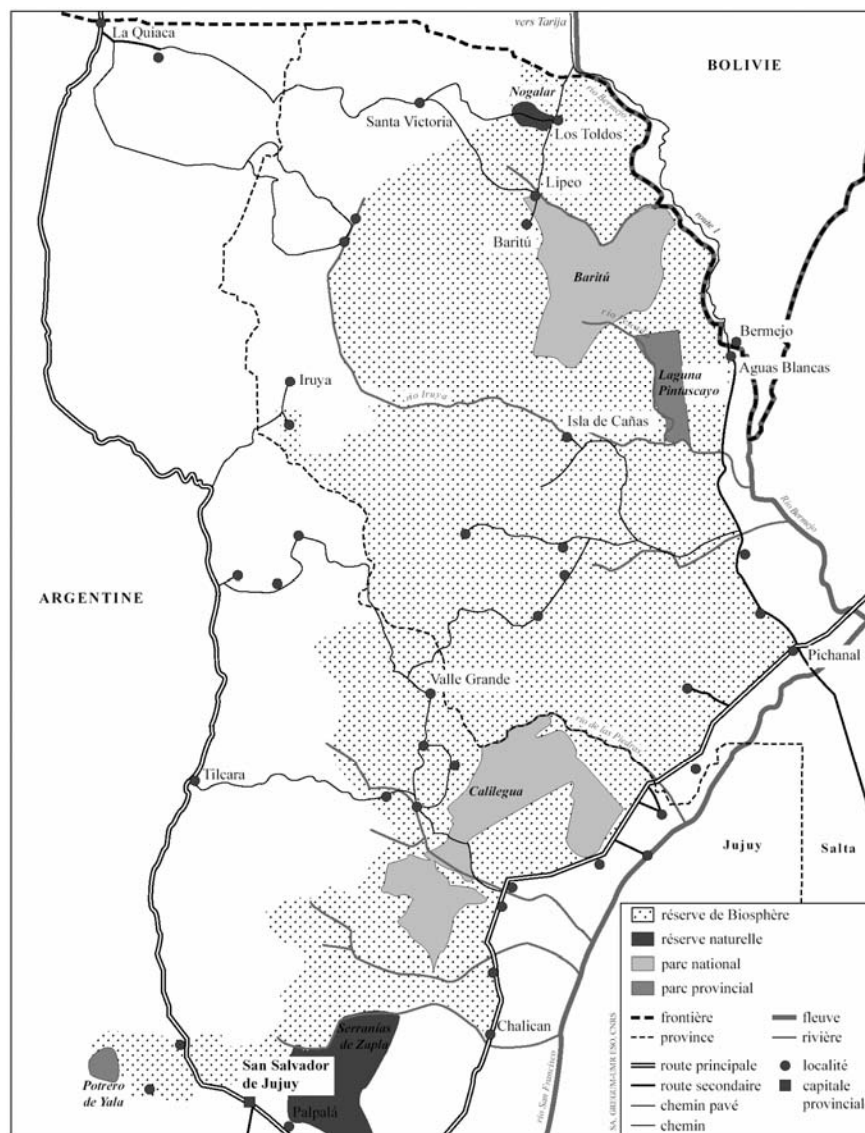
La région d'alto Bermejo s'insère aujourd'hui dans une dynamique de désenclavement rapide et de valorisation environnementale qui prend « trois » directions. Ce désenclavement et la mise en réseau des espaces et des acteurs conduit aussi à une complexification voire à une complication des jeux d'acteurs qui amène à discuter de trois types d'instrumentalisations

¹¹ <http://www.hcdn.gov.ar/> , rubrique « Textos completos de proyectos parlamentarios H. Senado Nacion » puis taper le mot clef « Nogalar » pour arriver au texte ayant servi de source principale. « (S.-3.359/04) PROYECTO DE LEY »

territoriales : le ressourcisme, le contrôle politique et la patrimonialisation et le développement territorial.

Un désenclavement prenant trois directions (carte 3)

Carte 3 – La réserve de biosphère des Yungas [pour info le tracé du gazoduc est mentionné carte n°1]



- un axe nord-sud : le corridor des Yungas

La création d'un corridor de Yungas permet de créer des nouveaux liens entre les deux provinces rivales de Jujuy et de Salta et les oblige à coopérer de manière transversale et non plus concurrente. Toutefois les positionnements politiques actuels qui rangent la province pauvre de Jujuy derrière l'Etat central et la province plus riche de Salta dans l'opposition ne permettent pas encore de fluidifier totalement les relations.

- vers un vrai corridor transfrontalier ? corridor économique *versus* corridor écologique

La contradiction inhérente à la mise en réserve de la région de l'Alto Bermejo face aux intérêts économiques à plus court terme est matérialisée par l'intersection du corridor écologique binational et du corridor de transports et de communication entre Oran et Tarija. Pour autant, dans une perspective de développement touristique c'est ce corridor de communication qui permet aujourd'hui le désenclavement de la zone de Los Toldos –Baritú. On peut donc constater certaines synergies. La partie nord de l'Alto Bermejo (Province de Salta) est une région transfrontalière, au profit de la Bolivie. D'ailleurs un jumelage existe entre la municipalité de Los Toldos et celle de Padcaya pour améliorer les échanges agricoles et touristiques.

La route internationale Aguas Blancas – Bermejo – Tarija, alias « Route 1 » (je ne crois pas l'avoir repérée sur aucune carte, pourrait-elle être mise en évidence ? elle est sur la carte n°2 et n°3 c'est le route 1) est construite grâce à des financements de l'Etat Argentin et va permettre une meilleure liaison avec Los Toldos. Des accords sont trouvés pour que tous les Argentins qui se rendent d'Argentine à Los Toldos via Bermejo ne soient pas systématiquement contrôlés à la frontière.

On a aussi constaté une fréquentation de « touristes » populaires boliviens venus de l'autre côté de la frontière pour profiter des eaux thermales de leurs ancêtres, à l'époque boliviennes. Ce sont les Boliviens les touristes transfrontaliers les plus présents à proximité du parc de Baritú. Le tourisme international reste peu développé et seulement un complexe de chalets à Los Toldos permet d'accueillir les touristes avec des prestations de restauration encore limitées.

- **un axe est-ouest : revaloriser la complémentarité des étages andins**

Cet axe est-ouest est à la fois un corridor biologique qui permet de réunir la Quebrada de Humahuaca à la zone des Yungas et un corridor écotouristique qui permet aux touristes et aux différentes communautés de renouer avec les échanges et les complémentarités ancestrales entre étages andins¹². Ce corridor implique certains problèmes en raison de la résistance des habitants de l'étage biogéographique intermédiaire des vallées sub-andines comme la Quebrada, et au delà des communautés de la Puna, et de la difficile réalisation d'une route entre les deux ensembles distants de près de 4000 m de dénivelé. De plus, les services de transports des deux provinces n'arrivent pas à coopérer pour que les habitants de Santa Victoria puissent se rendre facilement à San Salvador de Jujuy (Provincia de Salta, 2006).

Le désenclavement reste donc plus théorique que pratique. C'est un désenclavement de papier, de projets et de discours. Dans les faits les zones de Los Toldos-Baritú et de Santa Victoria restent difficilement accessibles ce qui explique la fréquentation encore réduite de touristes internationaux, au profit de la Quebrada de Humahuaca qui se situe sur le grand axe de communication entre l'Argentine et la Bolivie. Il existe aussi des possibilités de passages des touristes internationaux de la Quebrada vers les Yungas par le biais de chemins de randonnées (chemin de l'Inca, www.unesco.org) contrôlés par les différentes ONG environnementales.

¹² Traditionnellement les populations andines organisaient leur système de relations et d'échanges en utilisant les complémentarités climatiques et écologiques des différents paliers altitudinaux. Ce sont (selon une coupe est-ouest) : océan pacifique, désert d'Atacama, altiplano andin, vallées et gorges (Humahuaca) et yungas. Voir Murra, 1975.

A qui profite la complication des jeux d'acteurs ?

Tableau 1 : jeux d'acteurs, intérêts et conflits liés à la « mise en réserve » de l'Alto Bermejo

Acteurs	Type et représentant	Niveau	Intérêts	Instrumentalisation territoriale reliée à mise en réserve de l'espace
Bailleurs de fonds Organismes internationaux	PNUE, FFEM + reconnaissance UNESCO	International	Positionnement financier et idéologique dans une zone géopolitiquement, économiquement et écologiquement stratégique	Ressourcisme ; accompagnement par le biais de financement de projets.
Etat argentin	- ministère de l'énergie - administration des parcs nationaux (APN)	National	- Contrôle de la politique transnationale de fourniture de gaz (réseaux de gazoducs) - Contrôle des confins et des marges territoriales nationales dans des territoires où le niveau provincial est en concurrence (cas de l'enclave Los-Toldos – Baritú)	Contrôle politique Intérêt certain de domination politique par rapport aux motivations concurrentes du niveau provincial
Etat bolivien	- ministère de l'énergie - administration des parcs nationaux (SERMAP)	National	- Nationalisation de la fourniture de pétrole et de gaz - concession des parcs et des réserves (ici Tariquia) à des ONG et des fondations bien connectées internationalement (PROMETA)	Contrôle politique Mais rôle marginal pour le moment
Commission binationale	-PEA Alto Bermejo	Transnational et transfrontalier	- Gestion binationale dépassée pour le moment par des arrangements concurrents (fondations, municipalités)	Contrôle politique Rôle marginal
Provinces	- province de Salta - province de Jujuy	Provincial	- contrôle territorial concurrent des mêmes prérogatives que l'Etat central (réserves provinciales, ressources minières, tourisme) - rivalité politique Jujuy – Salta ¹³ : Jujuy province pauvre qui a tout à gagner d'une alliance avec l'Etat et Salta province riche.	Contrôle politique (et ressourcisme : province de Salta) Rôle majeur car niveau privilégié d'interaction entre les acteurs du développement (proximité des villes capitales des provinces identifiées comme « quartiers généraux »)
Départements et Municipalités	- Département de Santa Victoria - Municipalité de Los Toldos	Régional et local	- développement touristique et meilleure accessibilité en matière de transports	Patrimonialisation et développement territorial Rôle de pivot non joué : pas de projet de territoire au niveau local
Communautés	- Lipeo, Baritú, Nazareno etc.	Local, micro-local	- projection dans le champ de l'indianisme et de l'environnementalisme	Patrimonialisation et développement territorial Amplification des conflits et apparition de fractures au sein des communautés
Extracteurs (forestiers, gaziers...)	- compagnies forestières (fincas), gazières (Suez)...	Transnational, glocal	- marchandage destiné à compenser les dommages causés à l'environnement par leurs activités (compagnies gazières)	Ressourcisme ; Sécurisation et protection foncière pour un développement futur
Fondations	PROYUNGAS	Transnational, glocal	- acteurs incontournables (consultants et liens)	Ressourcisme et/ou patrimonialisation & développement territorial - Instrumentalisation de l'ensemble des réseaux d'acteurs. - Possibilité de financer des recherches plus ou moins objectives.
ONG	Andes Tropical, Greenpeace etc.	Transnational, glocal	- cible de critiques : manque de représentativité, dépendance vis-à-vis des financements du Nord, liens avec les entreprises de la région. - logique de prestation de service opposée à une logique revendicative	

¹³ Le taux de population rurale est de 15% dans la province de Jujuy contre 10,9% dans celle de Salta. L'IDH de la province de Salta est de 0,84 en 2005 contre 0,81 pour la province du Jujuy. La province de Salta dispose d'une palette de ressources économiques (hydrocarbures en particulier) plus grandes que celles de Jujuy.

Les jeux d'acteurs dans la région d'alto Bermejo sont à replacer dans le contexte de la mondialisation et des intégrations régionales, en particulier celle du Mercosur. On peut énoncer trois hypothèses pour interpréter les instrumentalisation territoriales liées à la valorisation environnementale par les différents acteurs.

1- La première hypothèse interprète la « mise en réserve » de la région Alto Bermejo au service d'une stratégie de « ressourcisme ». Ramousse et Salin (2007) montrent que la protection de l'environnement s'apparente plutôt à une sécurisation des ressources environnementales dans leur ensemble qui peut déboucher sur une exploitation différée dans le temps et dans l'espace. On protège l'environnement pour pouvoir mieux l'exploiter plus tard (décalage temporel) ou dans un périmètre proche (décalage spatial). Le ressourcisme est à rattacher à une idéologie environnementaliste plus globale défendue par la coopération américaine, la Banque Mondiale, les grandes ONG anglo-saxonnes de protection de la nature (Conservation International, WWF).

2- La seconde hypothèse éclaire cette « mise en réserve » comme une forme de contrôle politique et territorial à plusieurs niveaux. La nation argentine, comme les deux provinces, cherchent ici à défendre voire à imposer leurs prérogatives. L'Etat central fait du contrôle de ses marges territoriales une priorité surtout quand elles paraissent abandonnées aux rivalités entre provinces et quand s'affirment des enjeux transfrontaliers et des connections internationales. Toutefois le manque de moyens, l'éloignement du centre (Buenos Aires est à plus de 1500 km de Baritú) et la privatisation des moyens de production (gestion privée des gazoducs, de l'exploitation forestière et agricole...) ne permettent pas à l'Etat de jouer un rôle central et hégémonique. Les provinces sont mieux armées pour instrumentaliser des jeux d'acteurs locaux en leur faveur mais souffrent ici de la rivalité de longue date entre Salta et Jujuy et aussi des différentes formes d'enclavement. Ainsi, la province de Jujuy est petite, pauvre et enclavée dans la grande et riche province de Salta. Par conséquent, le département de Santa Victoria –Los Toldos se retrouve un peu « prisonnier » de son unique lien routier via Jujuy.

3- La troisième hypothèse plaide pour une « mise en réserve » tournée vers une véritable valorisation du patrimoine naturel et culturel de la région qui intégrerait les populations locales tout en reconnaissant leur diversité (développement territorial). C'est surtout le fait du niveau local (municipalité, communautés). Si cette possibilité transparaît en filigrane dans tous les discours des différents acteurs, elle semble beaucoup moins aboutie que dans d'autres situations (Uyuni, Quebrada de Humahuaca). Ceci s'explique par la difficulté des acteurs locaux à s'organiser et à s'imposer dans le débat face à tous les autres acteurs qui ont une posture de domination financière et territoriale. Toutefois, nous pouvons noter que certaines communautés bénéficient, ponctuellement, d'une reconnaissance de leur patrimoine et d'une véritable légitimité participative. Mais, le plus souvent, conflits et hiérarchisation internes empêchent la mise en place d'un véritable développement territorial basé sur un projet cohérent. C'est peut-être dans la coopération transfrontalière et grâce à des flux plus importants de touristes internationaux qu'un tel développement pourra s'enraciner. Nous en sommes encore loin. Nous constatons aussi la capacité que peuvent avoir certaines fondations et ONG à jouer sur tous les tableaux : c'est le cas de pro-Yungas (cf. rubrique Compléments fondation Pro-Yungas en Bibliographie) dont nous n'avons pas encore compris quelle était sa finalité véritable, sinon peut-être de permettre à un groupe de chercheurs-consultants de pouvoir travailler en position de force !

Conclusion

La mise en réseau d'un territoire enclavé et marginalisé par des acteurs nombreux aux ramifications souvent internationales ne conduit pas forcément à un désenclavement abouti ni à une intégration des populations locales dans les logiques de développement. De plus, on n'assiste pas encore à la création d'une véritable dynamique transfrontalière institutionnalisée aboutie, en raison des blocages persistants entre les agences gouvernementales des deux pays. Pourtant les populations locales sociabilisent et échangent de part et d'autre de la frontière, sans que cela n'atténue vraiment le sentiment de marginalisation territoriale et foncière. Au mieux, l'enclavement n'est pas vécu comme une captivité, grâce à l'ensemble des possibilités offertes par la proximité bolivienne. En fait, le principal processus de territorialisation de l'Alto Bermejo, la mise en réserve, se fait contre, ou sans (dans le meilleur des cas) les populations locales, malgré un processus participatif de circonstance.

Cette « mise en réserve » peut être interprétée de trois manières : ressourcisme, contrôle politique (national et provincial) et patrimonialisation. Les deux premières hypothèses semblent l'emporter sur la dernière en raison justement du caractère territorial enclavé et marginal de cette région. Les populations locales auraient donc tout à espérer d'un véritable désenclavement routier et éducatif qui permette de minimiser les spéculations territoriales d'acteurs dominants...bien que lointains. Ces acteurs dominants sont bien connectés entre eux, malgré des conflits orchestrés à tous les niveaux et produisant un bruit de fond qui évite pour le moment des tensions populaires plus profondes.

Références :

- AMILHAT-SZARY, A.-L., 2007, "Are borders more easily crossed today ? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics* vol. 2007, n°1, p 1-18
- BROWN A., ORTIZ U., ACERBI M., CORCHERA J., 2005, *La situación ambiental argentina 2005*, Buenos Aires, Fundación Vida Silvestre, 587 p.
- BROWN A., PLACCI L., GRAU H., 1993, "Ecología y diversidad de la selvas subtropicales de la Argentina", *Elementos de Política Ambiental*, n°14, pp. 215-222.
- CARRIZO S. et VELUT S., 2006, L'énergie dans le Mercosur. Réseaux transnationaux et logiques nationales, *Hérodote* 2006/4, n° 123, p. 88-106.
- CASTRO H, NATENZON C., REBORATTI C., Ventura B., 1998, *Los Toldos, provincia de Salta : sintesis historico-geografica*, Buenos Aires : UBA, 22 p.
- DAHLES, H. et KEUNE, L. , (dir.), 2002, *Tourism development and local participation in Latin America*, Cognizant Communication Corporation, 177 p.
- DEBRIE J., STECK B., 2001, « L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest », *Espace Géographique*, n°1, p 26-36
- GUYOT S., 2006, *Rivages Zoulous : l'environnement au service du politique en Afrique du Sud*, Paris : Karthala – IRD, 256 p (+ cahier photos de 12 pages).
- HYNES A., 1994, *Uso de la Plantas por las comunidades de los yungas del extremo norte argentino*, Tucumán, LIEY, 43 p.
- MADER R., 2002.- Latin American Ecotourism: What is it? , *Current Issues in Tourism*, vol.5 n°3 , p.272-279.
- MURRA J., 1975, " El Control Vertical de un Máximo de Pisos Ecológicos en la Economía de las Sociedades Andinas ", in , J. Murra (ed.), *Formaciones Económicas y Políticas del Mundo Andino*, Instituto Estudios Peruanos, Lima, Pérou, p. 59-115.

Provincia de Salta, 2006, *Informe plan de capacitacion Nazareno: gestion municipal en Turismo*, document de travail, 10 p.

Provincia de Salta, 2006, *Informe y Comentarios de la Travesía Salta- Santa Victoria – Los Toldos – Lipeo ...*, document de travail, 4 p.

RAMOUSSE D., SALIN E., 2007, « Aires protégées des périphéries sud-américaines : entre réserves stratégiques et logiques de valorisation patrimoniale », *Monde en développement* n°138, pp. 11-26.

REBORATTI C. (dir.), 2003, *La Quebrada, Geografía, historia y ecología de la Quebrada de Humahuaca*, Editorial La Colmena, Buenos Aires.

REBORATTI C., 1998, *El Alto Bermejo. Realidades y conflictos*, ed. La Colmena, Buenos Aires.

Compléments fondation Pro-Yungas : Ensemble des institutions collaborant à la fondation Pro-Yungas :

Fundación ProYungas trabaja en colaboración con:

- Nacionales : Cancillería Argentina ; Comisión Binacional para el Desarrollo de la Alta Cuenca del Río Bermejo y el Río Grande de Tarija

Oficina Cooperación Bilateral ; Secretaría de Medio Ambiente de la Nación

CONADIBIO ; PROSOBO ; CITES ; MAB ; Comité para las Montañas ; Dirección de Bosques Nativos ; Dirección de Fauna y Flora ; Fondo para las Américas ; Bosques Modelo ; Administración de Parques Nacionales ; Universidad Nacional de Salta (UNSa) ; Universidad Nacional de Tucumán (UNT) ; Universidad Nacional de Jujuy (UNJu) ; Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA) ; Consejo Federal de Inversiones (CFI)

- Provinciales : Provincia de Salta - Secretaría de Medio Ambiente y Desarrollo Sustentable ; Secretaría de Turismo ; Provincia de Jujuy - Ministerio de Producción y Medio Ambiente ; Secretaría de Medio Ambiente ; Secretaría de Turismo y Cultura ; Secretaría de Coordinación Regional ; Provincia de Tucumán - Ente Turismo Tucumán

-Municipales : Municipalidad de Orán (Salta) ; Municipalidad de Los Toldos (Salta) ; Municipalidad de Libertador General San Martín (Jujuy) ; Municipalidad de Palpalá (Jujuy) ; Municipalidad de Yerba Buena (Tucumán)

- Comunas : Comuna de Yala (Jujuy) ; Comuna de San Francisco (Jujuy)

- Organismos No Gubernamentales : Fundación Vida Silvestre Argentina (FVSA) ; Greenpeace Argentina ; Fundación Pachamama (Salta) ; Programa Andes Tropicales (PAT), (Mérida, Venezuela) ; Fundación PROMETA (Tarija, Bolivia) ; Fundación Nativa (Tarija, Bolivia) ; Asociación de Montañas Andinas ; Asociación para el Desarrollo (ADE) (Salta) ; Fundación Aprendizaje y Vida (Escuela de Líderes) (Salta) ; Grupo Yavi de Investigaciones Científicas (Jujuy)

- Comunidades Indígenas/Rurales : Comunidad de Los Naranjos (Orán, Salta) ; Comunidad de San Andrés (Orán, Salta) ; Comunidad de Los Toldos (Los Toldos, Salta) ; Comunidad de Chorrillos/Acambuco (Tartagal, Salta)

- Empresas Privadas : Gasoducto Nor Andino Argentina S.A. (Bs.As.) ; Pan American Energy (BsAs y Salta, Tartagal) ; Forestal Santa Bárbara (Salta) ; Tabacal Agroindustria (Salta) ; Ledesma S.A.A.I. (Jujuy) ; Fábrica Maderera S.A. (Salta) ; GMF Latinoamericana S.A.

- Instituciones Internacionales : Fondo Francés para el Medio Ambiente Mundial ; Embajada de Francia en Argentina ; Oficina Nacional de Bosques de Francia (ONFi) ; Programa Andes Tropicales ; Fondo para las Américas ; Corporación Andina de Fomento ; Fundación CODESPA, España